

Mondialisation économique et relations internationales

- Chapitre 1 : La mondialisation économique
- Chapitre 2 : Les conséquences politiques
- Chapitre 3. Le rééquilibrage de l'ordre international

Chapitre 1 : La mondialisation économique

L'outil actuel de mondialisation est la maîtrise d'internet, la diffusion et contrôle de la technologie. Dans ce contexte, les deux **acteurs globaux** en matière d'internet, considérés comme **cyber-puissances** sont la Chine et les Etats-Unis. Les 4 cyber dragons sont **Israël, Singapour, Taiwan et la Corée du Sud**. L'UE et le Japon disposent de nouvelles technologies mais ne les utilisent pas comme outil de domination.

Section 1 : La terre, marché unique ?

Accélération de l'histoire ?

Jusqu'au XVème siècle, on a seulement des **grandes aires qui ont très peu de contact entre elles**. C'est qu'à la fin de ce siècle que les **océans commencent à être mondialisés** car explorés^[^1]. L'océan indien est le premier océan qui connaît un rapport de force entre les européens qui partent vers l'Est et les chinois qui partent vers l'Ouest. **L'amiral chinois Zheng He** commence sa route vers l'Ouest et se confrontent aux Occidentaux^[^2].

[^1]: 1492 Les grandes explorations de C. Colomb et Magellan

[^2]: Cette rencontre se clôt par une défaite de l'armée chinoise.



Le **XVIème siècle** est le siècle de la **première phase de mondialisation**. C'est le **développement technologique** qui permet de vaincre les éléments naturels et donc de rendre le monde plus petit. Cet **avantage technologique** n'est pas distribué également dans le monde. L'espace maritime est plus important que les surfaces continentales et c'est au XVIème que l'on **commence à maîtriser les mers**. La conséquence est une connexion des continents et l'accroissement de la surface planétaire connue. Cette amorce de globalisation se fait **au profit exclusivement des européens**

, qui explorent le plus le monde et qui s'y installent le plus.

Ce
qui
permet
à
l'Europe
de
découvrir
de
nouveaux
continents c'est

une
technologie

qui
permet

une

trilogie :

le

militaire,

le

commerçant

et

le

missionnaire

. Il

n'y

a

pas

d'ordre

imposé.

Sila

trilogie

fonctionne,

des

modes

de

vie

l'image et j

une

culture

sont

diffusés.

Il

s'agit

alors

d'une

combination

de

domination

politique,

économique

- La **globalisation est d'abord maritime** et cela n'a pas changé aujourd'hui.

Arrive ensuite le **phénomène de la colonisation**, qui sous-entend une double rivalité : une rivalité entre tous et une rivalité entre ceux qui dominent pour savoir celui qui la domine réellement. La première puissance dominante est **l'Espagne, ensuite les Pays-Bas**[^3], **la France**[^4] **et enfin la Grande-Bretagne**.

[^3]: Qui fondent la ville de New York

[^4]: Qui conquiert le Canada, jusqu'à la Louisiane



Les **Caraïbes** sont un bon **exemple de ce système de domination** car toutes les grandes puissances ont colonisé les îles de la région. Au cours de ce processus, la hiérarchisation des mers évolue : au départ la Méditerranée, mer locale et fermée est considérée comme une des mers les plus importantes, ensuite ce sont les Océans qui deviennent plus importants car globalisés comme **l'Atlantique**.

Au XIXème, l'océan Pacifique prend toute son importance avec la colonisation de l'Indochine, de l'Inde et l'ouverture forcée de la Chine. Cette évolution favorise les **Etats-Unis, seul Etat à posséder les deux façades maritimes** les plus importantes du monde et donc la maîtrise des deux océans. Puissance grandissante des Etats-Unis consacrée par la prise de Cuba et des Philippines, la même année, puis par la 1GM.

Synthèse : la mondialisation est un long processus qui a commencé dès le XVIème siècle. Les questions qui se posent maintenant : quels sont les outils actuels qui permettent de rapprocher les continents ? Où est le cœur, le centre du système ? Comment s'exprime la domination politique, au profit de qui, comment il l'organise et quelles sont les rivalités politiques suscitées ? Quel type de comportement va-t-il être adopté ?

La théorie de l'empirisme

L'historien **Fernand Braudel** théorise « **l'économie-monde** »[^5], concept incarné notamment par le **monde méditerranéen**, sous Philippe II. Sous son règne, l'Espagne avec sa ville-monde,

Séville[^6], domine la planète. C'est de là que partent tous les navires espagnols et là qu'arrivent tous les produits du monde. A partir de cette ville, le **monde est organisé par des cercles concentriques** : au centre, Séville puis la monarchie espagnole, dans le premier cercle de pays on retrouve les pays en rivalité avec le cœur comme la France ou la GB. Plus on s'éloigne du cœur, moins on a de pouvoir politique et économique.

[^5]: « Une économie-monde est un morceau de la planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique » F. Braudel

[^6]: Ville monde est une ville capable d'inonder par son influence et ses produits tout en faisant venir les produits connus de l'étranger.

En s'appuyant sur cette thèse, **Wallerstein** crée une nouvelle théorie. Il explique qu'il y a, depuis le 16^e, un « **système-monde** » qui **fonctionne de la même** façon : avec un centre, qui attire vers lui les richesses des autres et qui diffuse richesses, puissance, culture et comportement au reste du monde. Autour de ce centre, on retrouve deux strates : les **puissances périphériques** immédiatement liées au centre et bénéficiant des richesses du centre sans avoir le poids politique. Par exemple lorsque les Etats-Unis dominent le monde, l'Europe est périphérique. Et des **Etats marginalisés**, qui sont là que pour produire la plus-value du centre sans avoir de retour économique ni le poids politique. Ce qui est important est d'observer ce qui se passe entre le centre et la première périphérie car les trois cercles ne sont jamais figés. Il y a **en permanence un piège de Thucydide**.

Ces travaux sont repris par **Paul Kennedy**, en exposant que les **cycles expliquent le renouveau des cercles en raison des pièges de Thucydide** : naissance et déclin des nations. Les cycles sont faits de **succession de luttes et de rivalités pour être l'hégémon** et devenir le centre du centre. En bref, le conflit est inéluctable. Selon lui, on peut savoir quand il y a un grand risque de piège de Thucydide : il suffit de regarder les dépenses militaires des Etats. Le centre pour conserver sa position centrale conserve de plus en plus de moyens dans les dépenses militaires, ce qui l'amène à se fragiliser économiquement par ailleurs et se met en position de faiblesse. Ainsi il perd sa première place. On peut citer l'exemple de la 1GM pour les Européens ou celui de l'URSS.

Section 2 : un nouvel âge technologique

Après les mers, les airs représentent le deuxième espace globalisé. L'avion est l'étape suivante.

Cette carte correspond à la carte des accueils des JO, encore une fois on remarque trois pôles avec des périphéries en Amérique du Sud et MO. La carte correspond aussi aux membres de l'OTAN et autres organisations internationales : - le Partenariat pour la paix[^7]

[^7]: Partenariat pour la paix (PPP) : accords signés en 1994 entre l'OTAN et les anciens pays du

Pacte de Varsovie dans une démarche de coopération militaire pacifique = « sécurité de Vancouver à Vladivostok ».

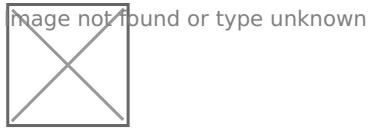
- Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est
- Organisation de coopération de Shanghai[⁸]

[⁸]: OCS : OTAN de l'Asie regroupant la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan.

jourd'hui l'outil technologique qui assure une avancée est la maîtrise internationale. Il est intéressant de noter le phénomène des pays émergents qui ont su capter les dernières technologies sans passer par toutes les étapes.

À propos de l'outil technologique qu'on connaît par exemple, les pays européens internationaux est un outil diffusé assez largement sur

~ RÃ©sultat de recherche d'images pour "fracture numérique dans le monde"



Ce qui est important c'est **l'outil technologique** : *lequel va me permettre cette interconnexion des espaces* ? Notons que l'avantage technologique se diffuse d'Etat en Etat jusqu'à qu'il n'en soit plus un avantage comme la caravelle ou le train dans les siècles derniers.

Les exemples de la culture :

- *L'Allemagne*

L'Allemagne qui était exclue du partage colonial sous Bismarck^[^9] connaît un changement de politique **sous Guillaume Ier et Guillaume II**. Ils vont non pas entamer la colonisation mais vont s'appuyer sur les nombreuses **missions protestantes allemandes en Afrique**, qui se sont installées dès le XIXème et qui représente le meilleur relai sur place. Elles se sont installées dans les **espaces non contrôlés par les britanniques ou les français**. Les missionnaires allemands ont ouvert des écoles où l'enseignement se fait en allemand et **des dispensaires** dans le but de développer le secteur de la santé et de l'économie. Ils créent en réalité un **processus d'attractivité du modèle allemand**. Finalement avant que ne commence la colonisation allemande, les élites locales sont préparées à accepter la présence et la culture allemande.

[^9]: Bismarck avait fait le choix de se concentrer sur le continent européen et de laisser la colonisation des autres continents aux Français et Britanniques.

- *Le cinéma*

Le cinéma apparaît à la **fin du XIXème siècle en France**. Cet art est rapidement diffusé dans les pays voisins et devient **un art européen**. On s'en sert dans les écoles et il devient entre autres un art éducatif (à Bâle). A la fin de la 1GM, alors que les européens dominent toujours le cinéma mondial, ils en font un grand art. Pour les européens, c'est un art qui permet aux individus de réfléchir, c'est un outil de pacification. Il est d'ailleurs utilisé par les Tsars en Russie et pendant la Révolution russe. La première organisation internationale de l'après-guerre, la SDN crée un institut international de cinéma éducatif.

Le cinéma franchit l'Atlantique avec les mouvements migratoires (Chaplin) et les exilés politiques. Les Etats-Unis s'en emparent et vont l'améliorer en le rendant parlant et en ajoutant les couleurs. Plus tard, les Etats-Unis décrètent que le **cinéma est une industrie et un divertissement** : le conflit naît entre l'Europe et les Etats-Unis. Outre Atlantique, cette nouvelle façon de faire du cinéma a **un impact réel sur les masses**. D'ailleurs, on n'a jamais construit autant de cinéma que dans l'entre-deux-guerres.

Dans les années 1930, on observe un **processus d'homogénéisation des techniques de production cinématographique**. Un rapport de force apparaît entre trois groupes : le français Gaumont, l'allemand ACFA et l'Etatsunien Kodak. Chacun veut conserver ses procédés cinématographiques et l'imposer au monde. Mais dès les années 1920, Kodak décide d'augmenter les salaires ce qui favorise la fuite des cerveaux du cinéma européen vers les Etats-Unis : cinéaste^[^10], acteurs et actrices^[^11] s'envolent. Le contexte d'entre-deux-guerres contribue beaucoup à ce phénomène. Le groupe allemand ACFA est le premier à sortir de la course en raison du contexte politique en Allemagne dans les années 30 et Gaumont négocie avec Kodak qui l'a surpassé. Les **Etats-Unis deviennent le producteur cinématographique par excellence** alors que Gaumont reste un acteur de diffusion et se voit imposer les **critères cinématographiques d'Hollywood**.

[^10]: Hitchcock est anglais, Elia Kazan est turc

[^11]: Marlène Dietrich quitte l'Allemagne nazie

- Les Etats-Unis ont récupéré l'avantage technologique du cinéma et les 16 millimètres de Kodak envahit le marché mondial.
- *Les galeries d'art dans le monde*

Encore

une
fois
cette
carte
nous
rappelle
la
carte
des
pays

accueillant

les
JO,
vu
en
début
du
cours.

Seulement

3

pôles
se

distingues :

-Les

Etats-

Unis

-

L'Europe

-

L'Asie

(Japon,
Chine,

Australie)

D'autres exemples :

- La collection d'arts premiers rassemblés dans le musée du Quai Branly est un bel exemple des **rapports de forces de la mondialisation **: arts premiers de pays anciennement colonisés exposés à Paris pour que les populations concernées viennent visiter leur art en France
- La construction copie conforme de la basilique Saint-Pierre de Rome en Côte d'Ivoire à Yamoussoukro
- Le Sacre de l'empereur Jean-Bedel Bokassa imitant à l'identique le sacre de Napoléon à l'identique

Synthèse : l'art est également un élément soumis au processus de mondialisation et aux rapports de force entre puissance. D'ailleurs la culture fait l'objet d'une clause d'exception culturelle à l'OMC, qui stipule que la culture une exception dans les traités internationaux.

****Section 3 : Un système économique planétaire ****

La circulation financière internationale

Les
mafias
font
parties
de
la
globalisation.

Des
petites
organisations
vont
mondialiser
leurs
flux
illicites :

-

Yamaguchi

Gumi

japonaise,

80M

\$ -

 ****Solntsevskaya**

Bratva

russe

(Солнцевская**

братва),

8.5

M \$

-

Camorra

italienne

:

4.9M\$

-

Ndrangheta

italienne

4.5M\$

-

Sinaloa

Cartel

mexicaine,

3M\$

Quatre organisations économiques régionales dominent la géoéconomie mondiale : UE, ALENA (USA, canada et Mexique), ASEAN (10 Etats d'Asie du Sud-Est), MERCOSUR et ses Etats associés. Toutes les mesures économiques prises par les pôles ont des répercussions ailleurs.

./media/image9.jpeg

Notons que :

- Au sein de l'ALENA, seuls les Etats-Unis donnent de l'impulsion
- La Chine fait partie de la mondialisation sans faire partie d'une organisation économique

régionale, idem pour le Japon.

- Il y a aussi des relations interétatiques comme qui ne passent par les organisations régionales : le CETA entre le Canada et l'UE, la Chine suit une logique multilatérale avec les EU et bilatérale avec les Etats-Unis. L'UE a signé des accords avec le Japon.
- Il y a des centres d'impulsions encore plus restreint : **les villes-monde** qui ont un rayonnement au-delà de leur pays et région : NYC, Los Angeles, Chicago (où le cours mondial de l'agroalimentaire est fixé), Londres, Paris, Francfort, Hong-Kong.

Atour de ces pôles, nous avons **des pôles intégrés**, qui ne sont pas des centres de décisions premiers : le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Russie. Certains pays ont des économies particulières et peuvent développer une **économie de la rente** (producteur d'hydrocarbure ou de matière premières rares) comme le Mexique, Venezuela, République centre-africaine, Nigeria et d'autres pays africains. Une économie rentière consomme avec le capital à sa disposition et ne développe pas une économie complète : les économies du Golfe. Entre ces pôles premiers et intégrés, il y a des flux de l'énergie et de capitaux, produits agricoles et manufacturés. Et puis il y a **les exclus de la mondialisation** : **les BRICS**[¹²] affirment leur volonté d'entrer dans le cercle des puissances dominantes ou de les substituer. A nécessairement des conséquences politiques.

[¹²]: BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud

Mondialisation : concentration de richesse et de pouvoir économique, culturel et militaire, dans des pôles, des Etats et villes.

Une puissance globale ?

Les Etats ont à leur disposition 3 éléments essentiels : **l'économie, le militaire et la culture**. Ils peuvent s'en servir pour assurer leur sécurité. Si un Etat ne dispose de puissance militaire, il peut utiliser les deux autres éléments à sa disposition soit l'économie et la culture. Une **puissance globale** désigne un Etat qui aligne les trois pouvoirs. Aujourd'hui, seulement deux puissances combinent les 3 : les Etats-Unis et la Chine.

Exemple : La politique européenne de voisinage (PEV)

Cette politique **encadre les relations entre l'Union européenne et 16 pays qui partagent une frontière maritime ou terrestre avec l'UE**. Au moyen d'une **aide financière et d'une coopération politique et technique**

avec ces pays en retour de **réformes structurelles** (pour atteindre l'économie de marché et respect des droits de l'Homme), elle vise à établir un **espace de prospérité et de stabilité politique** aux portes de l'UE. C'est une **politique de sécurisation des frontières** d'un ensemble qui n'est pas une puissance militaire. En utilisant l'économie (réformes structurelles) et la culture (droits de l'homme et démocratie) on réussit à se sécuriser sans avoir utiliser la force.

- Avec l'Ukraine, le Caucase, l'Afrique du Nord et le PO,
- Objectif : faire entrer les pays dans le même système économique (économie de marché) entraînant une hausse des échanges et va faciliter l'implantation des entreprises européennes au sein de ces étrangers proches.

CONCLUSION

En définitive, la **mondialisation n'est pas linéaire**. On observe parfois des **contestations et des reculs** importants. On peut identifier plusieurs phases de recul de la mondialisation : une grande phase durant l'entre-deux-guerres, qui représente tout sauf une ouverture du monde. On remarque en effet une reprise en main par les Etats de leur législation économique, de leurs frontières, du commerce... Ensuite les décennies d'après-guerre entre 1945 et 1980, la globalisation se fait à l'Ouest mais le bloc de l'Est en est exclu. D'ailleurs les communistes vont à leur tour réfléchir à la mondialisation comme Deng Xiaoping ou Gorbatchev. La période post GF connaît une nouvelle phase de recul de la mondialisation. Finalement, il y a et il y aura toujours des facteurs ou des freins à la mondialisation.

Chapitre 2 : Les conséquences politiques

Introduction

Il s'agit d'analyser les **conséquences de la mondialisation économique sur les structures politiques**. Depuis le 16^e, la dynamique de mondialisation est inégalitaire et conduit à une multiplication des institutions internationales qui ont des conséquences politiques énormes.

Section 1 : Une institutionnalisation du monde ?

Du bilatéralisme au multilatéralisme

La première institution internationale de la planète est la **Commission centrale de la navigation sur le Rhin** créée en 1815 qui siège à Mannheim puis à Strasbourg. Les guerres révolutionnaires et de l'empire font du Rhin un passage obligé des armées de la France vers l'Allemagne et vice versa. Après ces guerres, le duché de Bade, la Bavière, le Royaume des Pays-Bas et la France vont décider de gérer le Rhin afin de créer une **liberté totale de circulation sur le Rhin** de Bâle à Rotterdam.

Cela suppose la **disparition des péages**, aucun Etat ne prélève de droit de douane sur le Rhin. Ce qui les prive les Etats d'un certain nombre de ressources mais qui sera remplacer par la **hausse du commerce**. Deuxièmement, **tous les ports de l'axe rhénan sont accessibles** aux bateaux des pays membre de la commission. Troisièmement, sont émis toute une **série de normes techniques** imposables à tous les Etats membres (ex la hauteur de pont, la hauteur d'eau, les horaires de circulation), pour assurer une libre circulation sur le fleuve. La Commission acquiert donc une **compétence normative**. Ce qui fait que tous les **aménagements rhénans sont communs**. Le fleuve n'appartient plus depuis 1815 à un seul Etat. Pour régler les litiges de cette coopération, **une instance arbitraire** est créée et placée au Palais du Rhin. Par exemple pendant mai 68, les écluses ne fonctionnent pas en raison des grèves. Bâle porte plainte contre la France qui n'a pas assuré la libre circulation et des intérêts sont versés aux pays lésés. La seule période pendant laquelle la gestion du Rhin n'a pas été intergouvernementale est la période nazie,

où Hitler a coupé toute coopération.

Autres exemples :

- Quand le **chemin de fer** se développe : comment faire circuler un train entre Berlin et Paris ? Il faut se mettre d'accord sur l'écartement des rails et autres normes de production (wagons, sur la vente des tickets). Tout cela se négocie dans des instances intergouvernementales.

Ex : Staline qui a choisi des normes différentes pour l'écartement des rails pour éviter une invasion & idem pour Franco

- Union postale internationale, une union téléphonique internationale, une union télégraphique internationale...
- Commission du Danube, Commission du Saint Laurent (USA et Canada) et le régime des grands lacs, Commission de coopération pour le Mékong dont la Chine ne veut pas en faire partie.

Synthèse

Quand on ouvre les économies, est **ressentie la nécessité de créer une instance intergouvernementale** qui gère cette ouverture et qui va **fixer des normes** sur l'ensemble de l'objet concerné. Nécessité de la coopération pour gérer des flux. A chaque progrès en matière d'ouverture économique, il faut une organisation internationale pour le gérer. DONC une coopération politique est nécessitée par la mondialisation. ATTENTION, il n'y a **jamais d'abandon de souveraineté** dans ce genre de structure. Les Etats créent des normes donc les premiers vont imposer les leurs. On notera le **caractère égalitaire** des organisations intergouvernementales qui nécessite un consensus général. Ce qui signifie que les processus de globalisation vont avantager les petits Etats.

La société internationale : la « nébuleuse » ONU

La première institution internationale qui crée une **pacification des relations internationales** est la **cour internationale de justice de la Haye de 1899**, qui permet à un Etat de saisir une cour arbitrale contre un autre Etat. La deuxième **est la SDN** qui avec son article 1 dispose « La sécurité est garantie pour les Etats membres », qui crée un **dispositif militaire** contre un potentiel agresseur. Elle établit également des **relations économiques, financières, sociales, et culturelles internationales** pour assurer toutes les conditions de la paix. A Genève sont

créés plusieurs comités pour assurer les conditions sanitaires de la paix. *La paix n'est pas simplement un dispositif militaire de sécurisation des frontières* : c'est un ensemble de condition concernant la santé (épidémies), les réfugiés, l'économie etc. Par exemple le **comité Nansen** en charge des réfugiés, qui avait une législation très en avance en matière de droits des réfugiés créant un passeport international.

L'ONU :

- Ne remplace pas la SDN qui a fonctionné jusqu'en 1947
- L'introduction du français à l'ONU est dû à la constitution canadienne qui exige l'utilisation dans deux langues
- L'ONU reprend grand nombre des comités de la SDN comme le comité Nansen ou l'UNESCO (pour cette raison : l'ONU à deux sièges à NYC et Genève et beaucoup de fonctionnaires de la SDN sont aussi embauchés à l'ONU). Par exemple, **Jules Gauthier**, patron du bureau agricole de la SDN, chargé des accords internationaux français et concepteur de la PAC = les Etats font revenir des savoir-faire et des compétences aux niveaux nationaux.

Les régionalismes politiques

En même temps commence la **création d'organisation politique régionale**. Contrairement à ce qu'on pense, cela ne commence pas en Europe

Le continent américain

- En 1903, le **Président T. Roosevelt crée la conférence panaméricaine** qui réunit tous les 2 ans l'ensemble des Etats américains, appelé aujourd'hui le « sommet des Amériques ». Il explique qu'il est nécessaire pour **garantir leur sécurité réciproque** cas de guerre entre Etats américains et également pour **éviter toute menace extérieure** (sous-entendu les européens et japonais) si l'une de ces clauses ne sont pas respectés, les Etats-Unis disposeront d'un *Big Stick*.

Autre exemple qui illustre la montée du régionalisme est la construction **canal de Panama en 1881** représente la **connexion entre les deux océans** et c'est un élément fondamental pour les Etats car permet de réduire le trajet de 2 mois entre la côte Ouest et la côte Est. C'est donc un **facteur d'unité Nord-Américain**. Le système de pacification commence progressivement à créer un espace économique, qui trouve son apogée dans la 1GM.

Chaque étape historique va apporter le régionalisme sur le continent américain :

- Conférence panaméricaine
- Construction du canal de panaméricaine
- 1ère GM
- 2nd GM
- Après 1945 : un régionalisme infra-américain

Après 1945, se pose la question du développement du continent Américain car la question de la sécurité est nettement moins importante depuis que tous les Etats latino-américains sont aux NU. De plus, l'Amérique latine reste hors GF jusqu'en 1960. Le problème du moment se porte donc sur le développement du continent (cf. Péronisme). Pour les Etats latino-américains, le développement ne peut pas se faire dans une structure avec les Etats-Unis, ils vont alors commencer à mettre en place un **régionalisme infra-américain** cad du régionalisme dans le régionalisme américain

- **Le Pacte Andin** réunit les Etats de la cordillère des Andes, considérée comme un obstacle au développement ; il faut donc créer des infrastructures communes qui permettent de désenclaver la région.
- **Le CARICOM** (marché commun des caraïbes) l'ensemble des îles décident de créer entre eux un **marché commun**, qui rentre ensuite dans une négociation avec les Etats-Unis d'ouverture des frontières.
- **SICA, marché commun centre-américain** (Système d'intégration centraméricain), système d'échange économique fondé sur la réduction progressive des droits de douanes, qui a été terminé en 1967 en raison de la guerre entre le Mexique et le Nicaragua.

La crise de Cuba exporte la GF sur le continent Sud-Américain. D'ailleurs, Cuba est membre du COMECON. En 1969, démocratiquement élu un gouvernement marxiste s'installe au Chili avec Allende. Le putsch de 1973 contre Allende est monté par la CIA, qui installe Pinochet au pouvoir. En 1992, Clinton relance le projet de T. Roosevelt et envisage de nouveau un tout avec la fin de la GF. On transforme la vieille conférence panaméricaine en Sommet des Amériques entre chef

d'Etat ou de gouvernement, sommet annuel avec accompagnement de travail de commission et crée une structure économique **Zone de libre-échange des Amériques** = ouvre leur frontière au niveau des biens.

Le Mexique accepte pas et signe un marché commun le RCOSU en 1994. C'est une réponse directe aux Etats-Unis qui créent l'ALENA considérant comme embryon d'une zone de libre-échange des Amériques qui doit être essentielle à faire entrer le continent. Le RCOSU en tant que marché

gmedia/image1.png

nécessite la création

Remarque : Les Etats américains jouent sur plusieurs tableaux, sont intégrés dans différentes organisations régionales. Ce projet de régionalisme américain commence dès le XIX^e et se structure au XX^e.

Le Brésil, ne peut pas se contenter de son unique façade Atlantique et met en route un processus d'intégration régionale pour avoir une fenêtre sur l'océan pacifique. Derrière ce régionalisme, se cache une **classique politique de puissance**. D'ailleurs le continent américain connaît le même problème que les européens concernant les frontières : grand nombre de contestations, à savoir que les Etats sud-américains ont été délimité arbitrairement selon les anciennes colonies. Finalement, **le régionalisme est un autre moyen d'assurer son indépendance nationale **: sécurisation des frontières, politique de puissance...

L'ambiguïté du régionalisme : le processus d'intégration régional correspond-il à l'extension continue d'un marché ou le jeu des puissances à travers ce régionalisme, un rapport de force ? Par exemple, sur le continent américain on remarque un jeu de puissances entre les Etats-Unis, qui veulent garder et étendre leur sphère d'influence et le Brésil qui considère que sa zone d'influence est le continent Sud-Américain.

Le continent africain

Aucun Etat africain n'échappe au processus d'intégration régionale.

Le panafricanisme

est né en 1963

autour de

l'OUA

~~a/imag~~ [^1].

Le régionalisme africain

est d'autant plus complexe

que les

intégrations

se coupent et se

recoupent

.

[^1]: Organisation de l'Unité Africaine

Rivalité classique de puissances avec une puissance régionale : Afrique du Sud, qui se positionne jusque la RPC et le **Kenya**, qui a sa périphérie régionale avec un accès à l'océan indien. **La Tanzanie**, qui participe aux deux systèmes d'intégration régionale

Le **Nigeria** est le pays dominant de la zone occidentale du continent, où s'est créée l'**Union économique et monétaire ouest-africain**. Les anciennes possessions françaises dans un jeu de puissance avec les anciennes possessions britanniques, comme le Nigeria les a exclus de l'union. Cette union monétaire est encouragée par la France. Cette Afrique subsaharienne ou le **Golfe de Guinée** est considéré comme une rationalité économique, cad un ensemble économique et qu'il faut y faire correspondre aussi une monnaie ou un système de stabilité monétaire. Sous Balladur, la réforme du Franc CFA, fait entrer des formes de critères de convergences liant les pays qui avaient le Franc CFA.

- Aujourd'hui : **Mécanismes d'aide au développement de l'UE en Afrique** (anciennement **ACP** Afrique Caraïbe Pacifique, créé en 1963) avec lesquels on stabilise des prix de matière première, on encourage la démocratie et la conversion à l'économie de marché et donc on conserve une certaine marge d'influence et de pouvoir.

Synthèse : Le régionalisme mêle des ambitions de puissances africaines pour le continent africain et le jeu entre d'ancien espaces colonisé, un jeu européen avec les espaces colonisés et puis finalement la Chine. Il s'agit d'un rapport de puissance interne et externe.

Ex : Barack Obama en visite au Kenya et au Congo en 2012 déclare que « Le continent du siècle prochain est celui du continent africain ». Par la suite les Etats-Unis engagent un plan d'électrification et les entreprises américaines sont invités à investir massivement dans le but de contrer la présence de la Chine.

Le continent européen

Le régionalisme européen connaît les mêmes processus : multiplication des systèmes d'intégration. **Aucun pays européen ne se ferme de porte en matière d'intégration régionale** car le régionalisme est non seulement un facteur d'intégration, un facteur économique mais aussi un **enjeu de puissance**.

Par exemple, la France : UE, zone euro, conseil de l'Europe, alliance de Weimar, Processus de Barcelone^[^2], Schengen, espace économique européen, OSCE.... Cela montre la capacité d'adaptation des Etats : savent écrire, réutiliser, modifier, bouger les lignes et réécrire un projet sécuritaire.

[^2]: **Processus de Barcelone (1995)** : partenariat Euromed à l'initiative de l'UE et 10 autres Etats riverains de la mer Méditerranée : Algérie, Palestine, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie + Albanie et Mauritanie depuis 2007. Dans le cadre de la politique européenne de voisinage de l'UE.

Remarque : il n'y a jamais eu autant d'Etat-nation que maintenant.

SYNTHESE : Les conséquences politiques de la mondialisation

- Du bilatéralisme au multilatéralisme
- Une société internationale
- La montée du régionalisme.

D'ailleurs aujourd'hui, le seul Etat qui n'est pas inséré dans une organisation régionale est la Corée du Nord

Section 2 : La transformation de l'Etat-nation souverain

Des attributs uniques

- L'Etat-nation offre une **nationalité et une personnalité juridique**.
- A pour fonction de **défendre son espace** et peut mobiliser les forces militaires = monopole de la violence légitime

MAIS de plus en plus contesté car émergence des **zones grises** aux mains de milices privées.

- Ex : les conflictualités en Afrique opposent de plus en plus des milices de guerres = privatisation des éléments de défense et de police et contrôle de territoires entiers par des groupes échappant à l'Etat nation ; contrôle de territoire par la criminalité.

Et une deuxième forme de **contestation de l'Etat-nation en raison du recours croissant à la coopération internationale**

. Aujourd’hui, les Etats sont parfois contraints de **sacrifier des domaines régaliens pour se faire une place sur la scène internationale**. Dès qu’un Etat met en œuvre une coalition internationale, certaines contraintes vont venir s’appliquer à lui.

Une structure politique face aux opinions nationales et aux flux internationaux

On a vu plus haut des atteintes à la souveraineté nationale en raison d’intégration dans des alliances militaire. Mais cela concerne également les domaines économiques et politique.

Les **échanges commerciaux internationaux** favorisent la prospérité mais ces mêmes flux détruisent aussi des emplois, des entreprises... On en revient ici à la **question de la « souveraineté économique »**. On remarque souvent une opposition entre l’opinion des populations, qui se positionnent en faveur du protectionnisme et du développement local, et les partisans de la mondialisation.

Les décisions politiques communes donnent également lieu à des **atteintes à la souveraineté nationale**, car les Etats doivent sans arrêt **faire des compromis**. On peut prendre l’exemple de la politique de l’UE en matière de migration. Depuis le **règlement de Dublin**, l’UE gère cette question de façon concertée. Dublin fonctionne seulement si tous les Etats jouent le jeu. Certains privilégièrent leur approche nationale de la question, comme la Hongrie et la Pologne, ce qui va à l’encontre de la solidarité de l’alliance, quelle qu’elle soit. Ou les Etats peuvent aller à l’encontre de l’opinion nationale, pour prendre ses responsabilités au niveau de l’alliance, comme Angela Merkel.

*Synthèse *

Aussi bien sur le plan militaire que sur le plan économique et politique, les Etats ont une double responsabilité : l’insertion dans le système internationale et une responsabilité internationale plus une responsabilité nationale. La mondialisation marque l’évolution du système international : l’Etat nation ne peut plus agir seulement selon ses responsabilités nationales.

Il existe aussi des **forces privées de contestation de l’Etat nation** :

- **L’Eglise** car les religions n’ont pas d’assise nationale
- Les conflits interreligieux ; chef religieux qui intervient dans le domaine de souveraineté des Etats : Le pape François qui rappellent la responsabilité des Etats dans la crise des

migrants ; La religion organisatrice de l'Etat (l'Arabie Saoudite et le wahabisme ou Daech)

- **Les forces criminelles** : la structure des flux illégaux, cartel mafieux, de la drogue et flux financiers illicites
- **ONG **
- **Les GAFA et grands groupes multinationaux**

La question de la souveraineté

L'exemple de l'intervention de l'OTAN au Kosovo

En 1997, le Kosovo déclare son indépendance par rapport à la Serbie. Le chef d'Etat serbe Milosevic entame une épuration ethnique de la région du Kosovo. Le gouvernement américain estime qu'il faut intervenir. La **décision se prend aux NU** au conseil de sécurité où la Chine et la Russie déposent un veto et les USA, le RU et la France votent pour une intervention. L'intervention militaire est confiée à l'OTAN et une alliance militaire se met en place avec un commandement intégré, reposant sur le chef militaire de l'alliance qui est américain et qui va mener les opérations. Les Américains, dans un contexte d'élargissement de l'OTAN, souhaitent que **tous les membres européens de l'alliance doivent participer à l'intervention.**

Cela pose un premier problème ; **l'Allemagne** n'est jamais intervenue militairement depuis 1945. Le débat s'ouvre alors en Allemagne sur l'intervention opposant **l'opinion publique qui n'en veut pas et une pression américaine qui la souhaite**. Eux qui ont permis la fin de la guerre, la reconstruction et la réunification. La question allemande va se trancher au **Bundestag, qui autorise la Bundeswehr de participer**. Le Kosovo marque le début de la participation allemande aux opérations militaires, elle n'est plus protégée par son statut d'après-guerre.

Deuxièmement, **les nouveaux entrants de l'UE**, ayant rejoint l'OTAN pour se protéger essentiellement contre la Russie. A peine intégrés, il faut qu'ils **organisent une intervention militaire** et pour certains, **accueillent les commandements dans leurs bases** (atteinte à la souveraineté nationale) et gèrent la logistique. Cette situation est particulièrement **dramatique pour la Hongrie**, qui dispose d'importante minorité en Serbie, majoritairement concentrée dans la ville de Novi Sad, au Nord de Belgrade. Cela signifie qu'il y aura surement des Hongrois ethniques dans l'armée serbe. On arrive en avril 1999 à une **situation absurde et dramatique** où l'aviation américaine et britannique de l'OTAN partent de Hongrie pour bombardée Novi Sad, où se trouve la plus grande communauté hongroise serbe.

Synthèse

Cet exemple du Kosovo illustre des Etats-nations, que ce soit l'Allemagne ou la Hongrie qui sont coincés par des obligations internationales. L'appartenance dans une alliance remet en cause la souveraineté nationale car tous les Etats-membres doivent être solidaires derrière le commandement en chef. Les seuls capables de conserver leur souveraineté sont les grands de l'Alliance. In fine ce sont les obligations des structures internationales auxquels on appartient qui sont plus importantes.

Remarque : Même les petits Etats doivent participer. Par exemple, lors de la première guerre du Golfe en 1991, le Luxembourg participe en envoyant 300 militaires luxembourgeois en Irak, ce qui représente la moitié de ses effectifs.

Section 3 : De l'ordre international - de l'ordre ancien à un nouveau monde en construction ?

L'ordre ancien :

- **Les attributs de la puissance n'ont pas disparu**, inégalités de puissance restent centrales.
- Inégalités de puissance majeure entre un trio qui essaie de peser et de penser l'ordre international à son profit.
- Les USA se considèrent toujours comme la puissance centrale et essaie d'endiguer la puissance chinoise et Russe
- Puissances moyennes essaient de se positionner dans ce jeu en essayant d'entrer dans l'orbite d'un grand ou en s'en dissociant
- **Conflictualité toujours omniprésente :**
 - Non dissémination nucléaire pour freiner l'avantage technologique des autres
 - Depuis le XXe développement de conflits asymétriques qui oppose quelqu'un dont la supériorité est manifeste à un autre très inférieur ou l'avantage militaire ne fonctionne plus car le moins puissant mobilise des ressources que le puissant ne peut pas mobiliser = apparaît avec les guerres de décolonisation. Pas de vainqueur, conflictualité permanente qui se poursuit.

Les Etats **acceptent de plus en plus l'arbitrage international**, qui va essayer de trouver des compromis.

- **L'OMC** a une cour **d'arbitrage de règlement des différends** mais pendant longtemps les sanctions de la cour ne sont pas appliquées. Là où on sortait la canonnière pour des différends commerciaux, les Etats ont progressivement appris à entrer dans l'acceptation de soumettre les litiges comme dans une structure internationale, on a aussi accepté la multiplication d'accords régionaux, qui préconisent des mécanismes de la concurrence et des mécanismes pour diminuer les inégalités (fond structurel de l'UE) = **régulation de l'échange économique international**.
- **La Cour Pénale Internationale (CPI^[^3])** marque l'internationalisation en matière de **responsabilité pénale des gouvernements**. On estime que dans certaines circonstances, un gouvernement peut être tenu comme pénallement responsable devant une communauté internationale.
[^[^3]]: La **Cour pénale internationale** : juridiction pénale universelle permanente chargée de juger les personnes accusées de génocide, de crime contre l'humanité, de crime d'agression et de crime de guerre ; la première et seule juridiction pénale internationale permanente, les autres juridictions pénales internationales étant occasionnelles ; siège à la Haye.
- Les deux grands procès de guerre qui marquent le début de la justice internationale : **Nuremberg et Tokyo** où naissent l'idée que les responsables d'Etat sont jugés devant une justice internationale. *Mais Hiroshima est passé sous silence !*
- Le cas Yougoslave est la suite de ce processus en créant **la CPI en 2002**, qui va servir de cadre pour le Rwanda.

Qui a voulu les tribunaux ?

Ce sont **souvent les vainqueurs** ou **ceux qui dominent le système international** (ou le mélange des deux) qui souhaitent l'établissement d'un tribunal international. Les **accusés sont toujours les vaincus** ce qui pose problème car il peut aussi y avoir des criminels de guerre chez les vainqueurs, qui ne seront jamais inculpés. Certains pays **ne reconnaissent aucune justice extérieure** à la leur pour juger leurs ressortissants, comme les Etats-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde. Les Etats **les plus puissants se soustraienr de la justice internationale**. Ce qui pose le problème de l'extradition. Quand on regarde la quasi-totalité des personnes jugées devant la CPI (85%) sont des Africains. Les 15% autres sont des Serbes. En 2016, trois Etats africains se sont

retirés de la CPI dont l'Afrique du Sud.

- Ex : les soldats américains en Irak qui ont utilisé la torture

Chapitre 3. Le rééquilibrage de l'ordre international

Section 1 : Les puissances

Etats-Unis – Chine : le piège du Thucydide

1. Le déclin américain ?

Depuis quelques années, la politique extérieure américaine donne **l'impression du déclin**. En mars 2019, un **sondage d'opinion** décrit que 60% des Américains pensent que leur politique extérieure n'est pas assez ferme. On peut expliquer ce phénomène par un certain nombre d'événements qui ont marqué l'opinion publique.

Premièrement, la **lenteur du retrait d'Afghanistan** marque particulièrement l'opinion publique. En 2001, l'opération afghane est décidée en réponse au 11/09 en organisant une coalition internationale. On observe la **difficulté pour les alliés de se dégager de façon coordonnée** : dès la mort de Ben Laden, certains pays se sont retirés immédiatement alors que d'autres ont besoin de plus de temps. Les Etats-Unis ont mis 5 ans à se retirer en raison du développement des Talibans qui se servent du Pakistan comme base arrière et où les Américains ne peuvent pas intervenir sans créer un conflit régional complexe. On est au cœur du **concept de guerre asymétrique**[^1], qui oppose la force armée d'un Etat équipé et organisé à un autre démunis de tout équipement matériel. Ce dernier va se servir des points faibles de son adversaire mieux équipé, de son réseau et de toutes les autres ressources à sa disposition. Finalement la supériorité matérielle du premier Etat ne lui permet pas de remporter la victoire.

[^1]: Ex : Indochine, Irak...

La difficulté à sortir du piège afghan amène Obama à choisir une stratégie autre : le « **leadership de l'arrière** ». Cette stratégie veut que les Etats-Unis laissent la mainmise opérationnelle à des alliés et assure le leadership de l'arrière cad sans intervention sur le terrain où ils sont impopulaires.

- Par exemple **l'opération Libyenne de 2011** est menée par la **France et le GB** mais toute la logistique est fournie par les Etats-Unis (porte-avion en méditerranée, objectifs, drones...). Notons qu'aujourd'hui, le problème libyen n'est pas réglé car on a voulu renverser une dictature pour instaurer une démocratie. Robespierre disait : « Personne n'aime les missionnaires armés, fusse pour la bonne cause ».

Ce concept de laissez-faire et de « leadership de l'arrière » est **d'abord mené par Bush**. Par exemple pendant la **crise géorgienne de 2008 et ukrainienne en 2014**. En 2008, la Russie répond à sa façon au projet d'élargissement de l'OTAN et envahit le Nord de la Géorgie pour exprimer son refus. Une **délégation de l'UE avec Nicolas Sarkozy** en tête est envoyée pour négocier le cessez-le-feu en Géorgie. Elle commence aussi à diffuser un discours sur la tangibilité des frontières, qui ne sont pas figées. En référence à l'opération de l'OTAN de 1999 sans mandat de l'ONU, qui conduit à l'indépendance du Kosovo et donc à la révision des frontières. Cette opération a été conduite sans l'accords de ces deux derniers, qui ne souhaitait pas l'indépendance du Kosovo. Moscou diffuse un discours sur la frontière orientale de l'Ukraine qui n'est pas figée et fait subir au Donbass en 2014 le même sort que le Kosovo en 1999.

Autre exemple en 2013, lors de la **crise syrienne**, Bachar Al Assad utilise des armes chimiques, qui était considéré par les Occidentaux comme **la ligne rouge** à ne pas dépasser. Pourtant aucune intervention au sol n'est organisée.

Le retrait américain d'Irak n'est **pas non plus maîtrisé**. La démocratisation, la sécurisation et la pacification de l'Irak et du PO est loin d'être aboutit.

- Que ce soit en Géorgie, Ukraine ou au MO, les Etats-Unis n'arrivent pas à atteindre leurs objectifs et tout cela renforce ce **sentiment d'impuissance américain**.

Remarque : est-ce que ce retrait américain est un abandon volontaire de leadership ? Ou un postulat qui accepte le déclin américain ?

La théorie du déclin du leadership américain est à nuancer. Dès 1992, Bush père, le dernier grand

président Nord-Américain multilatéral exprime une vision claire : Le moment est venu de **construire un nouvel ordre international**. Son secrétaire d'Etat, **James Baker**, parle de la nécessité d'une « nouvelle architecture internationale ». La réunification allemande est supportée à 100% par les Etats-Unis, qui y voient une opportunité de construire ce nouvel ordre mondial.

Bush insiste sur **l'inclusion des vaincus de la GF** dans les discussions. C'est le premier, dès 1991, à expliquer qu'il faut **réformer l'OTAN** en associant aux réflexions sur la sécurité, la Russie, pour créer la « nouvelle architecture internationale ». L'URSS disparaît et **la CEI**[^2] lui succède en réunissant les anciennes Républiques soviétiques. Le Président de la République française, parle dans ses vœux aux français en janvier 1991, que le moment est venu d'appliquer à l'Europe une nouvelle architecture et met sur la table un **projet de confédération européenne**. Les 12 ont vocations à poursuivre leur construction mais doivent réfléchir avec ceux qui viennent de se libérer dont la Russie.

[^2]: CEI : Communauté d'Etats Indépendants

- Cette idée très claire d'imaginer une **structure internationale, qui inclue les vaincus de la GF**.

L'élection de **Bill Clinton** change la donne et **entérine ce projet multilatéral**. Du point de vue américain, la fin de la GF les laisse seuls sur la scène internationale : première puissance économique, premier complexe militaro-industriel, vainqueur d'une guerre de 45 ans. De là germe l'idée que les visions Wilsoniennes et Rooseveltiennes sont désormais possibles. On peut enfin construire le monde sur les valeurs américaines et **appliquer les rêves messianiques américains** : faire triompher le marché et la démocratisation.

- « La fin de l'Histoire » de Fukuyama.

Apparaît dans les années 1990, l'idée que les Etats-Unis sont les gendarmes du monde et Clinton **envisage le rôle « d'hyperpuissance**[^3]** »** que peuvent jouer les Etats-Unis. Ils dictent les sorties de conflits, par exemple lors des accords de Camp David, les accords d'Oslo et la guerre de Yougoslavie. Le début de la présidence Clinton est marqué par la **réorientation de l'OTAN** pour en faire le gendarme du monde, capable d'intervenir partout sur la planète.

[^3]: Termes d'Hubert Védrine

On dialogue avec les Russes pour les associer avec le Partenariat pour la paix en 1994. Pendant

les négociations Etats-Unis – Russie, Eltsine accepte l’élargissement de l’OTAN à l’Est. Mais se pose la question de la limite : A quel point l’OTAN peut s’élargir à l’Est ? Trois élargissements sont envisagés :

1. Un premier élargissement : les Etats Baltes, la République Tchèque, la Hongrie, la Slovaquie, la Pologne.
2. Un deuxième : la Bulgarie, la Roumanie
3. Un troisième : La Géorgie et l’Ukraine

Selon les Russes, **seuls les étapes 1 et 2 ont été accepté** mais on ne saura jamais le contenu exact des négociations, qui étaient un *Gentlemen Agreement*[⁴]. Le débat porte sur la 3ème étape. En 1999, l’opération du Kosovo, est **considérée comme une rupture unilatérale du PPP** puisqu’elle est décidée sans la consultation des Russes.

[⁴]: Accord non écrit ex : entre Clemenceau et Loyd George que le secrétaire général de la SDN n’échappe jamais des deux pays.

Clinton complète son projet politique de gendarme du monde avec un **volet économique**. A partir de la fin de la GF, l’idée centrale de Clinton est de placer les Etats-Unis au **cœur d’un marché mondial**, référence au **régime de la porte ouverte généralisé de Wilson**. Il signe un maximum d’accords de libre-échange, le processus commence avant 1989 avec le Canada et s’accélère après la disparition du bloc soviétique : **ALENA**[⁵] (1994) et **ALEAC**[⁶] (2004-2009).

[⁵]: Accord de Libre Echange Nord-Américain, 1994

[⁶]: Accord de Libre Echange d’Amérique centrale, 2004-2009

La logique américaine concernant le projet économique est d'exclure la Chine et la Russie car les Etats-Unis souhaitent que l'Occident fixe la norme économique internationale avec les Américains au cœur du processus.

l'image Clinton soutient l'idée de l'intervention par la force alors que Bush fait plutôt une guerre de valeurs

[^7]: Théorie géopolitique américaine utilisée pendant la guerre froide à propos du basculement idéologique d'un pays en faveur du communisme entraînant le basculement des pays voisins. Théorie reprise par Bush W. Bush à propos du MO.

[^8]: Iran, Irak, Corée du nord et cuba = axe du mal

L'administration Obama déclenche un **désengagement américain des zones de crises** à un niveau planétaire. Cela n'exprime **pas un désintérêt** mais seulement une **peur de s'embourber**. En 2014, il commence un **pivot asiatique double** : envers la **Chine et la Russie** car il s'agit des deux puissances qui s'opposent aux projets américains. On entre donc dans une opposition classique des puissances. Le problème principal des Etats-Unis n'est plus le terrorisme, qui passe au second plan, mais bien cette **nouvelle opposition classique de puissances**. Les conflits périphériques ne sont plus des intérêts majeurs pour la politique américaine car n'ont pas d'effet sur les projets américains. Alors que cette opposition classique de puissance est le nouveau conflit qui peut donner les clés aux Etats-Unis pour devenir la puissance du XXI^e. Trump ne fait que suivre la politique d'Obama.

Deux exemples :

- Discours d'Obama en 2009 au Caire
- Discours d'Obama au Kenya
- Discours de Nairobi d'Obama sur l'électrification du continent
- Ces discours sont des moyens de **s'opposer à la Chine, qui s'implique de plus en plus sur le continent africain.**
- **Relance du programme nucléaire américain dès 2014** que Trump complète en janvier 2018 par le *National Defence Strategy Act*. Cette politique fait passer en arrière-plan la lutte contre le terrorisme. Obama théorise : « les USA doivent être capable, dans le demi-siècle qui vient, de surclasser toute adversaire étatique » et donc moyens militaires sont mis en œuvre pour atteindre cet objectif.

Finalement le désengagement américain n'illustre pas une politique extérieure en déclin mais seulement un choix qui priorise l'opposition classique de puissances par rapport aux conflits périphériques.

1. **A nuancer en raison d'une nouvelle approche de puissance : le multilatéralisme**



Lors du **sommet de Rome en 1995**, on **réforme l'OTAN** et on **associe les Russes** à la discussion à la condition qu'ils ne s'opposent plus à l'expansion de l'OTAN aux anciennes Républiques populaires. Cependant la **question des anciennes Républiques Soviétiques** n'est pas concrètement résolue, aujourd'hui on ne sait pas ce qu'il s'est dit. L'expansion de l'OTAN sous-entend par la suite une intégration européenne. Kissinger estime que la construction européenne est un processus consubstantiel à l'adhésion à l'OTAN. Avec Clinton, on cherche à mettre en place un lien occidental avec une double dimension sécuritaire et économique : **Partenariat Transpacifique d'Investissement Stratégique** dont la Chine est exclue.

Les Etats-Unis optent pour une **stratégie multilatérale** en associant le Japon et l'UE. L'objectif est **d'imposer les normes occidentales** dans le monde en se servant des organisations économiques internationales. On fait notamment évoluer le **GATT qui devient une organisation internationale l'OMC**. Elle poursuit les objectifs du GATT cad a pour but de créer à termes une zone de libre échange et disparition des barrières commerciales. On lui ajoute **l'ORD** (Organisation de Règlement des Différends) qui juge les litiges. La philosophie des litiges est simple : par exemple si un pays est victime du protectionnisme d'un tiers, il a le droit de prendre des mesures de rétorsion. A partir de 1994, on fait baisser les droits de douanes. **La Russie et la Chine n'en sont pas membres**. Au sein de l'OMC, on **lisse les différents pour assurer un partenariat transatlantique efficace**. Le multilatéralisme américain ne signifie pas un abandon de la puissance seulement de l'appréhender différemment : s'associer pour imposer ensemble les futures normes.

A partir de là, la **question de la sécurité** se pose autrement. Au début des années 1990, pour les Etats-Unis, le danger réside dans les **conflits localisés et périphériques**, qui peuvent miner le projet américain. A aucun moment, on ne songe que la sécurité peut être menacée par une puissance, seulement par des conflits périphériques.

- **Sous Clinton**, les dangers sont les Balkans et le PO.
- Ce sont les Etats-Unis qui règlent la sortie de guerre Yougoslave et interviennent au Kosovo, là où les Européens n'avancent pas.
- Au PO : discussion d'Oslo, accords de Camp David et reconnaissance de l'autorité

palestinienne : la pacification du PO est une condition du plan d'ensemble américain.

- **G. W Bush Jr** reprend la thèse néo-conservatrice américaine et décrète **l'Axe du mal** qui rassemble des **Etats voyous (Corée du Nord, Pakistan, Afghanistan, Iran et Cuba)** qui menacent la démocratie et le marché. Là où Clinton se focalisait sur des conflits localisés, Bush revient sur les Etats et s'appuie sur la **théorie des dominos** : il faut faire tomber l'une des puissances de l'Axe (l'Irak) et y imposer la démocratie pour faire tomber tous les autres. Au PO, les Etats-Unis utilisent l'arme militaire et économique lors qu'à Cuba, on avance seulement l'arme économique.
- **Obama** ne change pas de projet, seulement d'approche car les guerres asymétriques sont perdues par les Etats-Unis.
- Il annonce le **retrait des guerres asymétriques d'Afghanistan et d'Irak** où l'image des Etats-Unis est fortement altérée. Il met l'accent sur le nucléaire, la technologie, les méthodes conventionnelles de guerre. La priorité est donnée à la coopération stratégique interétatique. Ensuite, il renoue des dialogues avec des aires où les Américains sont peu présents : le **Caire et l'Asie** en raison de l'ascension de la Chine.
- Il opère une rupture en 2014 en s'orientant **vers le continent africain**, potentiel de développement, de croissance et de matières premières.

Pourquoi cette rupture en 2014 ?

“ C'est l'année de **l'annexion de la Crimée** par la Russie. Pour la première fois, depuis la fin de la guerre froide, la Russie sans prévenir, du jour au lendemain **annexe une partie d'un territoire d'un autre Etat**. La Russie refuse le rattachement de la Crimée à l'Ukraine en 1954 par Khrouchtchev et justifie son action **par l'argument du Kosovo** (où les frontières serbes ont été modifiées à la faveur des Kosovars grâce à une intervention militaire occidentale). Malgré l'indignation des Etats-Unis, de l'Europe et la neutralité de la Chine, la Russie annonce devant le Conseil de Sécurité des Nations Unis, qu'elle ne bougera pas.

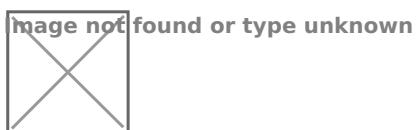
- Après la crise ukrainienne **Obama révise le plan américain** car réalise que les Russes ont été sous-estimés. En 2014, ils montrent que quand ils décident d'envahir, la scène internationale n'est pas capable de réagir. L'erreur américaine (cf. carte plus haut) a été d'exclure du dispositif économique la Russie et Chine, qui vont alors se rapprocher autour de **l'Organisation de Coopération de Shanghai** en 1995. Dans cette organisation, les deux

Etats abordent les questions de sécurité. Les deux pays font évoluer le forum du début en réel **organisation de coopération régionale**, elle inscrit dans ses missions un **dialogue stratégique et militaire et des manœuvres communes**.

La crise ukrainienne et ses conséquences annoncent le retour du **jeu classique de grandes puissances**. Cette prise de conscience américaine s'illustre par le **discours de l'état de l'Union**. En raison du retour de la compétition stratégique entre grandes puissances, Obama annonce le **besoin de réformer l'OTAN** et de l'adapter à ce jeu. Son secrétaire d'Etat à la Défense, **Robert Gates** explique que l'OTAN, sous sa forme de 1994 est obsolète et qu'il faut la réformer. Pour cela, il faut que les alliés prennent leur part du fardeau cad que **l'Europe et le Japon assurent dorénavant d'avantage les missions de défense**. Ce qui se traduit par une augmentation des **dépenses militaires destinées à l'OTAN à 2% des dépenses publiques**. Aujourd'hui, seule la France est proche de ce quota. Dans ce contexte de retour du jeu classique des grandes puissances, le menace pèse sur les alliés plus que sur les Etats-Unis. Pour les Etats-Unis, il est important de maintenir la supériorité militaire de l'OTAN sur les autres puissances. Dans les budgets 2015 et 2016 Obama, les capacités militaires américaines augmentent.

- **Trump** se situe dans la même lignée. Il estime que dans le cadre des affrontements interétatiques**, l'arme nucléaire apport une réelle plus-value** aux Etats-Unis. Ils font alors en sorte que ceux qui ne l'ont pas encore et qui sont sur le point de l'acquérir ne l'aient pas, ce qui explique leur position dans l'accord pour le **nucléaire iranien**. Les pays qui sont déjà dotés de l'arme nucléaire, retombent dans une **lutte technologique** pour avoir l'arme la plus avancée possible : la plus efficace, précise, multi-ogives et missiles d'interceptions. On renoue avec les **idées d'IDS de Reagan**. Cette décision a un **effet direct sur les alliés membres de l'OTAN** car si l'hégémon entame une politique, ils doivent la suivre cf. livre blanc défense française.

1. **La Chine, vers une puissance globale**



Dès l'arrivée de **Deng Xiaoping en 1978**, l'idée d'installer la **Chine comme l'une des 1ères puissances mondiales** est déjà acceptée. Pour cela, il est surtout nécessaire de **distancer l'URSS**. En 1989, quand Moscou ne maîtrise plus le communisme soviétique, les Chinois, eux, maîtrisent le communisme chinois à Tiananmen. En 2013, Xi Jinping opère un tournant et fixe

l'objectif pour la Chine de devenir d'ici le milieu du siècle la première puissance mondiale et « la nation qui compte au XXI^e siècle ». Il passe à **un modèle économique fondé sur la consommation intérieure** avec un **niveau de vie élevé, l'utilisation intérieure des ressources financières** (investissement chinois tournés vers les projets chinois) tournées vers **l'innovation**.

Xi Jinping définit les objectifs sur le long terme avec un **bilan intermédiaire en 2035** pour modifier certains paramètres afin d'atteindre les objectifs finaux de 2050. Les Chinois ont bien compris que la mondialisation rassemble **puissance politique, économique et culturelle**.

- *Culturelle :*

- Les Chinois s'imposent comme la référence dans beaucoup de domaine, notamment dans le domaine universitaire avec le **classement de Shanghai**. Indice retenu pour les universités à l'échelle planétaire. Il vient de l'université de Shanghai et donc du gouvernement chinois, qui a décidé de proposer des critères pour classer les universités dans le monde : critère du prix Nobel, revues internationales (le nombre de publication dans les revues de rang A), l'insertion professionnelle des étudiants.
- Les Instituts Confucius
- Le cinéma, littérature chinoise
- La Chine a aussi besoin d'une **diplomatie active** pour être présente sur tous les fronts. Elle complète son réseau diplomatique par tout un réseau d'organisations, de lobbies, think tanks et éléments du Soft Power chinois.

- *Economique :*

- Les **Nouvelles Routes de la Soie** développent de nouveaux axes routiers, maritimes, énergétiques pour créer des échanges qui vont être normés par les Chinois. La **Route de la Soie maritime** doit lier le monde indien, chinois, européen et africain (port chinois à Djibouti, investissements massifs dans les pays africains et dans le canal de Suez, rachat du Pirée et du port de Trieste). La Route de la Soie continentale relie la Chine à l'Europe avec des infrastructures ferroviaires et routières.
 - Formation **d'organisations asiatiques continentales** qui réunit des pays strictement asiatiques
- **ASEAN** (1967) organisation politique, économique et culturelle regroupant 10 Etats d'Asie

du Sud Est

- **OCS** (2001) organisation intergouvernementale asiatique visant à assurer une sécurité collective. Fait le pari de **l'Asie centrale**, pays qui vont sensiblement basculer dans la sphère chinoise. L'organisation prévoit une **coopération économique** avec la mise en valeur des ressources naturelles en échange de construction d'infrastructures ; et une **coopération militaire** avec un programme d'équipement militaire, de mise en commun des armements et manœuvres communes
- La Chine crée une **banque asiatique de développement** dont le siège est à Shanghai, qui sert à financer des projets communs. Les Chinois dénoncent la faillite bancaire qui vient des Etats-Unis en 2007-2008. Ils critiquent les agences de dotations occidentales dans leur analyse des risques systémique de faillite bancaire. La Chine met en place de **nouvelles normes internationales en matière économique**.
- *Militaire :*
 - La **stratégie de rattrapage chinoise en matière militaire est asymétrique**, ils investissent dans les secteurs qu'ils estiment d'avenir comme l'intelligence artificielle, le big data, la communication et sur le spatial. On développe l'armement conventionnelle mais à moindre mesure.
 - Ils développent comme aux Etats-Unis plus tôt, un **complexe civilo-industriel**, pour fonder une **capacité militaire réelle** avec une panoplie complète d'armes. Aujourd'hui, c'est la 2ème du monde derrière les Etats-Unis. C'est un défi énorme et pour remplir cet objectif le gouvernement chinois se repose sur la technologie chinoise.
- Naissance d'une **puissance complète** : militaire, politique, économique, culturelle

A la différence de la Russie, la Chine ne cherchera pas le conflit pour développer son projet. Au contraire, elle va éviter le conflit car elle a besoin de la paix pour continuer son développement. On peut se demander ce qu'elle fera si un conflit apparaît ?

La Chine pense que le **contexte lui est favorable** pour plusieurs raisons :

- Le **mauvais état économique de l'Occident** en raison de la crise de 2008-2009 et les gouvernements occidentaux attendent des réponses économiques que la Nouvelle Route de

soie peut leur offrir.

Ex : Pyrée racheté par les Chinois à la suite à la crise grecque

- **Le mauvais état politique de l'Occident** car l'ascension des formes de nationalisme encourage le bilatéralisme. Les divisions internes en Europe sont favorables aux projets chinois.

Ex : Chine-Hongrie ; Chine-Italie etc.

- **Le décrochage du lien entre les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux** qui apparaît ouvertement dès l'administration de Bush Jr (intérêt pour l'Afrique, les stratégies au PO) ; les différences de points de vue à propos de l'OTAN, qui est en crise depuis les 4 dernières années ; les divergences économiques entre les Etats-Unis et l'Europe

La Chine a un **allié objectif**, un allié qui l'accompagnera jusqu'à ce que les intérêts divergent. Ce n'est pas un ami éternel. Cet allié objectif est la Russie.

Une reconstruction russe ?

Image not found or type unknown



- Orange : l'espace de sécurité (OSCE, OCS...)
 - Bleu : Etats membres de l'OTAN ou de l'UE, espace **possiblement dangereux** en raison de la volonté de l'Ouest de l'isoler, de la marginaliser (Partenariat pour la paix). Ce danger s'est exprimé à plusieurs reprises lors de la modification des frontières de la Serbie avec la reconnaissance occidentale du Kosovo ; lors des révolutions Orange et Maïdan et lors de la proposition de rejoindre l'OTAN offerte à la Géorgie.
 - Violet : monde arabe, d'où la Russie a dû s'effacer depuis la fin de la GF danger en raison du rapprochement avec les Etats-Unis (l'Arabie Saoudite, Israël, Egypte), éloignement des pays anciennement alliés (Egypte), les révolutions arabes et l'islamisme politique car intervient dans les Républiques d'Asie centrale et dans le Caucase.
 - Gris : pas d'élément hostile il faut donc émettre une stratégie pour peser dans cette zone
- En bref : **Réel sentiment d'encerclement** dans l'hémisphère Nord entre l'Europe et l'Alaska. Il faut donc mettre en place une stratégie pour sortir de cet encerclement.

Image not found or type unknown



Dans le contexte d'une **situation défavorable à la Russie**, comment retrouver de l'influence ?

La Russie définit sa politique extérieure en **fonction de ses points faibles**, on la nomme

« diagonale poutinienne ». Sa stratégie ne reposera pas sur la puissance culturelle ni économique mais **sur la puissance militaire**. Effectivement, les puissances prennent ce qu'elles ont. En l'occurrence la Russie **prend le risque d'entrer en conflit pour avancer ses pions**. Quelques éléments permettent le retour de la Russie :

- **Les populations russes dans l'étranger proche**
 - Plus d'un ukrainien sur 4 est russophone et russophile,
 - Plus de 25% des Estoniens et Lettons sont russes
 - 23% des Kazakh sont russes
- **Des structures qui essaient de lier les espaces post-soviétiques**
 - Décembre 1991 : **Accords de Minsk** créent la CEI (Communauté des Etats Indépendants) qui réunit la Biélorussie, les Etats caucasiens et les Républiques d'Asie centrale dans une logique de coopération économique.
 - L'OTSC issue du **traité de coopération de sécurité commune** (aide et assistance militaire en cas d'une agression)
- **Union économique eurasiatique**, un marché commun de l'espace périphérique russe avec les mêmes Etats.
- **Présence de bases russes un peu partout dans cet espace post-soviétique**

Ex : base de Kaliningrad en pleine zone otanienne

La **diagonale poutinienne** relie le Caucase, Ukraine, Moldavie : les russes ont **remis à l'ordre du jour le conflit** pour atteindre leurs objectifs. En 2008, la proposition occidentale de rejoindre l'OTAN à la Géorgie et à l'Ukraine est vu comme un Casus belli du point de vue russe. Ils interprètent l'OTAN et son élément consubstancial l'UE, de nature impérialiste, en raison de leur expansion à l'Est.

Dans un premier temps, les **Russes ont été associé au projet européen de sécurité** et ce jusqu'en 1996 : ils participent au règlement de la question yougoslave mais sont déjà conscients de l'asymétrie et donc commencent à discuter avec les Chinois dans le **forum de Shanghai**. Dans ce cadre, ils acceptent la première expansion de l'OTAN en 1999. Ils font un premier effort considérable car acceptent la création d'une frontière commune avec l'OTAN. Cette année, du point de vue russe c'est **l'année de la catastrophe en raison du Kosovo**. Du point de vue de Moscou, on s'attendait à une négociation globale européenne avec les américains et les Russes comme à Dayton. Cependant, la négociation est refusée par l'OTAN qui souhaite le recul de

l'influence russe dans les Balkans. Au conseil de Sécurité, la Chine et la Russie ne posent pas de veto, montrant qu'ils sont prêts à un dialogue. MAIS les Occidentaux décident d'une intervention confiée à l'OTAN. Les Occidentaux ont **modifié unilatéralement la frontière serbe** sur le **principe des nationalités** à travers une **intervention militaire**. La frontière n'est négociée comme à Dayton. Les Russes vont reprendre cet exemple pour, à leur tour, faire bouger les frontières par la force selon le principe des nationalités. On a prouvé en 1999 que le **principe de nationalité est supérieur au principe de négociation**. A partir de ce moment-là, l'espace d'Europe de l'Est devient prioritaire, au même titre que le monde arabe.

En **1993, le concept de l'Etranger Proche** redevient d'actualité. En décembre 1991, les **accords de Minsk** signés par Gorbatchev, deux semaines avant la disparition officielle de l'URSS et de l'installation de Boris Eltsine. Ils instituent **la CEI** (Communauté des Etats Indépendants), liant à l'exception des 3 Etats Baltes, les anciennes Républiques Socialistes Soviétiques. C'est un accord international qui lie **12 anciennes Républiques**. L'accord prévoit le **partage de l'héritage soviétique**, à savoir les avoirs de la banque centrale, le militaire, le nucléaire, le spatiale. L'existence de la CEI est pour Moscou la **structure qui permet d'admettre les indépendances**. C'est aussi une discussion stratégique sur le positionnement de ces Etats par rapport aux structures occidentales. Les **Russes ne se sont pas retirés de cet espace post soviétique**, au contraire ils ont tenté de **préserver les liens soviétiques** entre les anciennes Républiques.

Toujours dans la même idée de maintenir l'Etranger Proche, ils ont voulu **faire évoluer la CEI en Union douanière**. L'Ukraine n'a pas souhaité faire partie de ce projet, car les échanges avec l'Occident se sont développés dans les années 1990. Seules la **Biélorussie et le Kazakhstan** sont entrés dans le projet d'union douanière. A l'Est, c'est la Chine qui attire les pays d'Asie centrale. En **1997, au Sommet du Luxembourg**, on décide de faire l'élargissement européenne en bloc. Du point de vue russe, cette fois ci l'OTAN et l'UE arrivent sur les frontières de la CEI. Cette avancée est acceptable dans la répartition des influences et dans le cadre du Partenariat pour la Paix. Lorsqu'en 2003, les deux Etats Roumain et Bulgare entrent dans l'OTAN et dans l'UE, on considère qu'on a à peu près répartit les zones d'influence : UE/OTAN et de l'autre côté la CEI. Mais lors des **révolutions de couleurs** et puis en **2013 la révolution Maïdan** en Ukraine, la seule réponse possible est **l'inscription du conflit à l'ordre du jour**. Ils commencent par ce qui est le plus simple pour eux. Ils figent le Caucase par une présence militaire russe en 2008. En Ukraine, les Russes n'ont pas pu empêcher l'arrivée d'un gouvernement défavorable à Moscou. La réponse à la révolution et au Kosovo est la prise de la Crimée et puis le conflit du Donbass. Puis **l'ouverture de nouveaux fronts en Moldavie en Transnistrie**

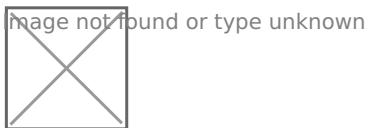
La réponse occidentale repose sur **des sanctions** mais **aucun acteur n'est prêt au conflit**. C'est exactement en sachant cela, que les Russes ont mis le conflit à l'ordre du jour. Les tentatives de négociation au Sommet sont exclues. Les seuls espaces de discussion sont le **format Normandie**[^9] lancé par Hollande lors du 70è anniversaire du débarquement. Il n'y a pas de format OTAN-Russie. Ce format sert à limiter le conflit et l'empêcher de s'étendre, à défaut de ne pas pouvoir le conclure.

[^9]: Sommet entre les chefs d'Etat français, allemand, russe et ukrainien



En **Europe, l'Allemagne, la France et l'Italie**, se doivent de garder contact avec la Russie en raison **d'intérêts entre autres économiques**. Ils estiment qu'il faut **intégrer la Russie au dialogue**. Entre autres, la France tente de toujours maintenir un dialogue stratégique avec la Russie, ce qui déplait aux Etats à l'Est de l'Europe. Quand la Russie met le conflit à l'ordre du jour, en réponse, les **Européens ne peuvent pas s'entendre**. De plus cet espace n'est plus prioritaire pour les Etats-Unis, ce qui fait baisser la menace otanienne. La priorité pour les Etats-Unis et pour l'OTAN est en Asie. Le pivot géopolitique d'Obama est d'ailleurs défini en 2014 lors de l'annexion de la Crimée. Pour maintenir cet état de fait, la **Russie utilise entre autres l'énergie**. Les pays d'Europe centrale dépendent de cette énergie russe, qui en coupant les robinets maintient la pression. La Russie a sélectionné son partenaire à l'Ouest : **l'Allemagne fédérale** en construisant le **Nord Stream**, organisé avec la coopération de Schröder. De même au Sud avec le **South Stream**.

- Avec l'énergie, les Russes divisent les européens.



Un autre clivage observable en Europe est celui qui oppose les soutiens des Etats-Unis dans **l'intervention en Irak de 2003** : Les pays de la « **lettre des Huit** » et de la « **lettre de Vilnius** » ou ce que Bush avait qualifié de « vieille et jeune Europe ». Les Russes ont constaté que les pays de la vieille Europe ne sont pas si favorables que cela aux interventions de l'OTAN en Irak ou ailleurs. Tandis que les jeunes pays membres doivent encore prouver leur loyauté à l'allié

américaine.

“Conclusion

Les Russes ont inscrit le **révisionnisme à l'ordre du jour** européen et la **conflictualité** pour arriver à leurs fins. La Russie souhaite revenir dans les espaces où elle était présente historiquement notamment dans le monde arabe. Elle profite de la conflictualité de la région pour revenir sur la scène régionale, en soutenant des pouvoirs légitimement en place, sans se soucier de la nature des régimes. Le jeu russe assure l'intégration de la puissance dans le jeu international, surtout dans son étranger proche.

- En Syrie où la RRS de Russie soutenait le parti Baas
- Depuis un an, le **retour en Libye** en apportant son soutien au Général Haffar
- Quelques lieux en Afrique

“L'émergence de nouvelles puissances sur le continent africain

Etude des cas de l'Afrique du Sud

Utilisant la mondialisation pour avoir une chance de s'installer dans les ri



Ces liens tissés entre les Etats Africains s'expliquent par la coexistence sur le continent de **trois puissances régionales**, issue de l'ex-zone britannique :

1. L'Afrique du Sud

L'Afrique du Sud a réussi à créer autour d'elle une **union douanière d'Afrique australe** avec un tarif extérieur commun à l'ensemble de la zone. A côté de sa zone intégrée, l'Afrique du Sud est le pôle avec lequel avec l'Afrique centrale entendait se lier.

1. **Le Nigéria**

Le plus peuplé et plus fort taux de croissance

2. **Le Kenya**

Le Kenya n'est dans **aucune structure régionale dans lequel se trouve l'Afrique du Sud**.

Les autres Etats africains intermédiaires ont multiplié les structures régionales pour être avec l'un et avec l'autre. Ces puissances utilisent le régionalisme. Mais les Etats intégrés sont aussi membres d'autres ensemble régionaux dans lesquelles l'Afrique du Sud n'est pas membre.

DONC on a 3 grandes puissances qui tentent de constituer leur espace régionale en Afrique et les autres états qui tentent de s'en affranchir ce qui fait que l'Afrique est un espace extrêmement compliqué. D'ailleurs, le Kenya et l'Afrique du Sud tente de se démarquer l'un de l'autre en ne faisant jamais partie des même organisations régionales
DONC un état émergent se positionne pour être une puissance régionale

“Etude des cas de l'Afrique subsaharienne

Dans cette partie de l'Afrique occidentale, dès les années 1982 est créée la **Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest** rassemblant des **anciennes colonies françaises et britanniques**. La puissance dominante est le **Nigéria**. En 1994, se créer **l'Union économique monétaire Ouest africaine** (frontière orange sur la carte) excluant le Nigéria. Ce sont les **anciens Etats francophone**, créant de fait un sous-groupe après la réforme du franc CFA. Dans le cadre de la construction européenne, une conflictualité nait dans cet espace entre les **partisans d'une zone rattaché à la Livre sterling** à cause du poids du Nigéria et les anciens Etats de la colonisation française **membres de la zone Franc**.

La question de l'élargissement de cette communauté

Le Maroc a été réintégré à l'OUA (Organisation d'Unité Africaine) qui existe depuis 1964. Le Maroc ne reconnaît pas l'indépendance du Sahara-Occidental (territoire au Sud) et a commencé une guerre. Pour cette raison, le Maroc a été exclu de l'OUA. Depuis 2017, débat au sein de la CDAO (communauté des Etats de l'ouest africain) pour l'adhésion du Maroc, soutenu par le Nigéria. Pour les Etats francophones de l'espace, c'est **renforcer le poids des Etats francophones** et l'union économique et monétaire uest-africain. Sa puissance **rééquilibrera la puissance nigériane**. Le **Nigéria soutient aussi la candidature du Maroc**

car renforcera le poids économique de l'ensemble (ouverture éco vers les Etats-Unis). Le Nigeria restera tout de même le centre du pole et renforcera son poids dans l'ensemble africain.

Définition émergence : la volonté d'apparaître comme puissance régionale et de se créer dans cet espace les conditions de l'émergence de la puissance. L'élément local doit contribuer à une meilleure insertion dans l'économie monde. L'émergence est toujours la même chose : **une ascension régionale pour s'installer dans l'économie monde.** La première phase d'installation passe par le commerce.

“Etude des cas du Brésil

Même chose pour le Brésil, qui tente de constituer

son espace en

Amérique du Sud, autour du

MERCOSUR Sur

ce continent américain,

le Brésil se

considère comme une puissance empêchée

en raison de

son

absence de

façade sur le

Pacifique.

Du point de

vue

brésilien, le

rival est

au

Nord.

“ *Etude des cas de l'Inde*

Même chose pour l'Inde, dont le premier partenaire sont les Etats-Unis. Dans le cas de l'Inde on remarque d'abord une ascension régionale avec le /image marché commun avec le Pakistan et Népal puis une coopération économique avec la Chine , l'ASEAN. Ensuite, elle engage une insertion à l'échelle mondiale.

“Conclusion

La mondialisation **ne bouscule pas le jeu classique des puissances**. Elle intègre les opportunités qu'elle offre dans leur politique de puissance. La conflictualité ne cesse pas.

- Immanuel Wallerstein : le monde s'organise autour de périphérie, de semipériphérie...

Section 2 : Conflictualité

Le monde arabe dans la mondialisation

1. Les caractéristiques de la région

- Les réalités ethniques

Se partagent l'espace : **Les perses** (plus de la moitié), **turcs** (20%), **arabes** et des **minorités Kurdes**, qui ont toujours joué d'une certaine forme d'autonomie ; et **israéliennes**, qui sont environ 8 millions (1/5e sont des israéliens arabes) DONC **3 ethnies majoritaires** présentes dans l'espace. Les Turcs ont été l'ethnie nettement dominante pendant longtemps. La relation relations perso-arabes est compliquée en raison du shiisme chiites-sunnites.

La question des minorités :

- Arabes chrétiens, chiites, sunnites
- Présence des 3 religions monothéistes dont au moins 2 ont la prétention à l'universel (Islam + christianisme)
- Un espace maritime et une zone non enclavée

Espace bordé par la mer et les océans : Océan Indien, Mer rouge, Canal de Suez, Mer méditerranée, Mer Noire (au Nord) qui a été l'objet de nombreuses tensions.

DONC un **espace d'échange** car la Méditerranée et Océan indien sont des centres d'échange depuis longtemps. Un **espace frontière** entre différentes aires géographique ; entre l'Orient et l'Occident.

- Richesse énergétique

Dont l'exploitation a commencé avec la France et l'Angleterre et les colonisations. Elle s'est amplifiée avec l'arrivée de la 1GM et le système des mandats. En 1928, l'ensemble des gisements pétroliers appartiennent aux 4 plus grandes entreprises pétrolières occidentales.

1. **Fascination pour le modèle politique de l'Etat-nation et nationalisme**

Le **nationalisme arabe** nait au milieu du XIXe siècle dans les **cercles intellectuels et les universités du monde arabo-chrétien** (USJ) avec l'idée qu'il faut **s'affranchir de la domination ottomane** et idée qu'il faut mettre en place un Etat nation. Cette idéologie reprend les divisions laissées par les colonisateurs et volonté de construction d'Etats-nation sur celles-ci : toutes ces frontières ont été contestées, Q des nationalismes des nouveaux états nations.

- Nouvelle idée d'une unité politique du monde arabe
- 1945 : naissance de la **Ligue arabe** au Caire qui œuvre à l'unité du monde arabe : rêve de cette unité arabe tout au long du XXe siècle

DONC ce nationalisme arabe au XIXe a été un **profond vecteur contre les impérialismes au MO** (européens, ottoman) mais n'a **jamais été un facteur d'unité du monde arabe** car jusqu'à présent tous les projets ont échoué. On a ainsi la multiplication d'Etats nations qui entrent en rivalité. Ils ont réussi l'unité contre mais non l'unité pour. En plus de cela, arrive le sionisme dans cet espace avec un nationalisme européen juif.

1. **Pendant la GF**

Comment la GF s'invite dans cet espace ?

- Post 2GM

- **Mars 1945** : Roosevelt en rentrant de Yalta s'arrête en Arabie saoudite et signe un pacte dans lequel les américains et les saoudiens expliquent que le royaume s'allie avec les USA permet aux grandes entreprises américaines l'exploitation du pétrole et la fixation des royalties et en même

temps l'installation de bases américaines en Arabie Saoudite => Admet un **intérêt stratégique pour les Etats-Unis**.

- **1947** : indépendance de nombreux Etats arabes comme le Liban, la Syrie, la Lybie. On se pose la question de la substitution des intérêts européens et on observe surtout un intérêt croissant des Etats-Unis pour le Moyen-Orient.

- **1948** : Fin du mandat britannique sur la Palestine. L'URSS tente d'intervenir dans cet espace en apportant son soutien à la création de l'État d'Israël

- *Dans les années 1950 : mainmise américaine*

- **1949 : Crédit de l'OTAN.** La Turquie et la Grèce sont associées ce qui consolide le flanc Sud de l'espace russe

- **1955 : Pacte de Bagdad** entre les Etats-Unis, l'Irak, la Syrie et le Liban. Cette organisation ressemble à l'OTAN mais au MO.

MAIS comment les soviétiques s'invitent dans la région ? Par deux leviers principaux

- **La décolonisation :**

Ex : pendant la guerre d'Algérie en soutenant les mouvements indépendantistes algériens. Boumediene prend le pouvoir grâce à un Putsch soutenu par l'URSS pour installer un régime socialiste autoritaire.

- **Le Nationalisme arabe**

L'Égypte dans le camp occidental jusqu'en 1954. L'arrivée de Nasser change la donne, car il annonce sa volonté de non-alignement. Mais cela ne l'empêche pas de demander l'aide américaine pour la construction du barrage d'Assouan, qui est refusée en 1956. Après la nationalisation du canal de Suez, **Nasser bascule du côté soviétique**, qui lui fournit une aide technique avec des experts etc. Nasser veut mettre fin à l'Etat israélien et l'URSS devient elle-même antisioniste pour pouvoir entrer et rester au MO (donc antisionisme de guerre froide). **La République arabe unie** (1958 – 1961) est mise à profit par les Soviétiques pour s'implanter en Syrie. Ils y installent des bases navales sur la Méditerranée. En **1964, le putsch militaire en Syrie** par le parti Ba'th qui amène Hafez el-Assad au pouvoir. Nait l'idée d'un fort centralisme étatique en Syrie El Assad soutient la laïcité suivant

le modèle occidental refusant une religion politique. DONC pas d'Islam politique.

Conclusion : la GF s'est installée au MO avec pays soutenus par les Etats-Unis et des pays soutenus par l'URSS.

MAIS les victimes de ce contexte de GF : les palestiniens

Les réfugiés s'installent dans les pays limitrophes ce qui les déstabilisent (risque d'Etat dans l'Etat). Les palestiniens font le choix du terrorisme à partir de ces Etats (septembre noir et déplacement de l'OLP au Liban).

- DONC avec la guerre froide on a l'apport d'éléments nouveaux dans la région

1. 1979 : La révolution iranienne, nouveau facteur dans l'espace

Pendant la révolution iranienne, il y a l'idée que les Etats-Unis et l'URSS sont les deux grands Satan. Pour cette raison, Khomeiny veut reconstruire un **Etat iranien non aligné**. Il s'agit d'une **révolution perse** et non arabe et une **révolution chiite** et non sunnite. Le chiisme retourne à sa vieille tradition d'un **islam politique**.

AINS/ cette révolution inquiète :

- Les pays arabes limitrophes et notamment l'Irak = en 1980, Saddam Hussein, sous validation américaine, déclare la guerre à l'Iran, débutant un conflit de 8 ans entre l'Irak et l'Iran. Les pays arabes ont soutenu Saddam Hussein et notamment l'AS
- Les pays sunnites et notamment l'Arabie saoudite

La même année, **l'U.S envahit l'Afghanistan** et 1979 marque le début d'une guerre de 10 ans pour conquérir ce grand territoire.

1. La fin de la GF

**- 1989 : fin de la GF **DONC les Soviétiques (Russes) se retirent et les Etats-Unis en profitent pour tenter de pacifier la région. Ils empêchent tout litige territorial de devenir un conflit et essayent de trouver une solution au problème palestinien.

- **1990 : 1ère guerre du Golfe** à la suite de l'invasion irakienne du Koweït. Les Américains lancent une coalition internationale, l'URSS reste neutre. L'Irak est obligé de reconnaître l'indépendance du Koweït et doit respecter l'accord des Etats-Unis.

- **1993-1995 : Accords d'Oslo I et II.** Israël reconnaît l'OLP comme représentant des

palestiniens et reconnaissance politique de l'organisation par Israël (=reconnaissance mutuelle).

On reconnaît une autorité palestinienne sur certains territoires = on va vers la théorie des 2 états

DONC les Etats-Unis se comportent comme le **gendarme bienveillant**, et sont en mesure de le faire car dorénavant ils sont la **seule puissance dans la région**. MAIS au début des années 1990, ils doivent composer avec **l'émergence de l'Islam politique** sous ses nombreuses formes et qui comblent les espaces laissés par l'URSS après son retrait**.** En Algérie avec la GIA (Groupement Islamique Armé). Cet islamisme politique, encouragé par l'AS dans sa rivalité avec l'Iran chiite, s'installe partout.

- **2001 - 2003** : on s'aperçoit de **l'impossible pacification** souhaitée dans cet espace en raison des attentats de 2001 qui lancent l'opération afghane et l'opération en Irak en 2003 qui marque le début de la 2e guerre du Golfe.

Conclusion : échec des négociations pour la paix dans les années 1990

1. **Les printemps arabes**

A partir de 2009 : les printemps arabes sont vu par l'Occident comme **tentative de démocratisation**. En réalité, la situation est plus complexe :

- Les printemps arabes ont été d'une **intensité variable selon les pays** : départ immédiat de dirigeants en place que dans 3 Etats (Tunisie de Ben Ali, Égypte de Moubarak, Libye de Kadhafi). Alors que aucun changement au Maroc, en Algérie, en Arabie Saoudite, en Syrie.
- Ont laissé place la plupart du temps non à une démocratisation mais à **un Islam politique** : Les Frères musulmans en Égypte, Enada le parti musulman en Tunisie et à la guerre civile en Libye.
- Contestations mais intervention de l'armée, notamment en Égypte avec l'installation d'un **régime militaire** qui remplace les Frères musulmans (armée était présente au départ et l'est à nouveau à l'arrivée). **L'AS réprime la révolution à Bahreïn** qui pour elle, est une révolution chiite, explique que l'Iran y joue un jeu souterrain pour encourager les phénomènes révolutionnaires.
- Tournure tragique dans 2 pays : reprises des conflits interethniques, interreligieux, retour des puissances, jeu classique des états nations, etc... L'un est peu médiatisé alors que l'autre l'est énormément

La Syrie : Premières révoltes en 2011 contre le parti Ba'th et Assad par une opposition plurielle (démocrates, courants de l'Islam politique, contestations ethniques (kurdes)). Prise de position occidentale : interdiction de l'arme chimique (tombe en 2014). Relance de la conflictualité américano-russe : opposition concernant Bachar el-Assad

Yémen :

Quelle évolution pour l'Asie ?

“ *L'Afrique subsaharienne*

Section 3 : L'avenir des organisations internationales

De nouvelles formes de gouvernance internationale

Le rôle des acteurs privés dans cette gouvernance

**Section 4 : Une mondialisation contestée **

Conclusion générale